



Nicolas SARKOZY est un grand prestidigitateur. Champion du pouvoir d'achat des Français, grand pourfendeur des profiteurs, défenseur notoire de l'environnement : c'est comme ça qu'il se présente. Aucune de ses déclarations ne résistent à l'analyse des faits. C'est plutôt tout l'inverse : le pouvoir d'achat des Français est en berne, les banquiers continuent de s'enrichir de façon honteuse pendant la crise, et la planète va plus mal du fait d'un productivisme facilité par ses politiques. Dernier exemple en date, la taxe carbone. Destinée à changer nos habitudes de consommation pour nous tourner vers des produits fabriqués avec une énergie moins consommatrice en gaz à effets de serre, elle provoquera une hausse des prix sur les biens les plus consommateurs de ces mêmes gaz.

Cette taxe sera principalement supportée par les ménages, et non par les entreprises. La droite préfère toujours taxer les salariés que les détenteurs de capitaux, ce n'est pas un scoop. La droite confie aussi toujours à la loi du marché la résolution de problèmes d'intérêts généraux. Ca ne marche pas ? Oui, vous avez remarqué vous aussi ? C'est pourtant simple, le marché stipule une loi toute bête : plus un prix est bas, plus le produit va être acheté, plus le prix est haut, moins il va être acheté. Ca paraît logique, comme ça. Oui, ça paraît, mais c'est pas. Je vais prendre un exemple. Demain, le prix du pot d'échappement est fixé à 1 €. Pensez-vous que tous les Français vont se ruer dans les magasins spécialisés pour acheter un pot d'échappement ?

Pour la taxe carbone, c'est pareil : pensez-vous que les Français qui habitent en zone rurale ou périurbaine vont arrêter de prendre leur voiture parce que ça coûte plus cher, alors qu'il n'y a

aucun investissement public massif en faveur de la mise en place de transports dans ces coins là ou qu'il n'y a pas d'habitat disponible et accessible en milieu urbain ?

Tout ne se règle pas avec la loi du marché. Je dirais même que tout s'aggrave avec la loi du marché ! C'est le marché qui préconise le transport routier plutôt que le transport ferroviaire. C'est le marché qui préconise la délocalisation, et donc l'obligation de transporter de plus en plus de marchandises plutôt que de produire sur place. C'est le marché encore qui préconise le productivisme, et donc la course effrénée à la production de biens pas nécessaires à l'Homme, mais nécessaires à la survie du système économique.

Bon, d'accord, mais cette taxe, aussi injuste soit-elle, va-t-elle être utile à la sauvegarde de notre écosystème ? Le GIEC (Groupement Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat) estime qu'il faut contenir le réchauffement climatique à 2 degrés sur l'ensemble de la planète, soit 3 ou 4 dans nos contrées. D'autres experts estiment que pour changer radicalement les habitudes de consommation, il faudrait porter une telle taxe à 150€/tonne de gaz produits. Là, le montant proposé est de 14€... Loin de moi l'idée de penser que cette taxe a un montant trop faible. Je pense plutôt que si nous voulons être efficaces en la matière, il faut un changement radical du mode de production. Il faut que l'Etat lance un grand débat national sur les objectifs de production compatibles avec la préservation de l'écosystème. Il faut qu'il en découle une planification écologique, seule solution d'ampleur, et globale pour faire marche arrière. Cette taxe devrait rapporter 4 milliards d'€. Dans le même temps, la suppression de la Taxe Professionnelle (payée par les entreprises, pas par les ménages, celle-la !) va coûter à l'Etat quelques 14 milliards d'€.

Vous avez vu le tour de passe-passe de notre prestidigitateur en chef ? On donne aux entreprises, on prend aux ménages, on vide un peu plus les caisses de l'Etat, le tout en se servant de l'alibi écologique. Décidément, dans ce domaine, le Gouvernement fait "feu de tout bois". Ce qui n'est pas "bon du tout pour la consommation de gaz à effets de serre" !